

PAS D'ELECTIONS EN GUINEE EN 2010 : Un Gouvernement de transition sans les hommes en treillis ?

Dr Yves Ekoué Amaïzo,
Directeur du Groupe de réflexion, d'action et d'influence "Afrology"

4 octobre 2009

Lors des changements de pouvoir non préparés, les autocrates africains semblent avoir opté pour le « *après-moi, le déluge* ». Les militaires qui prennent le pouvoir en Afrique, avec l'exception notable de Jerry Rawlings au Ghana ou Amani Toumani Touré au Mali pour ne citer qu'eux, affirmaient qu'ils ne sont là que pour « *redresser la situation* » et n'avaient « *pas l'intention de se présenter aux élections* ». Le Togo entre 1967 et 2005 a brillé avec de telles affirmations¹. La population qui croit naïvement que le futur sera mieux que le passé, en accepte les termes malgré elle, puisque tout ceci se passe dans le cadre de coups de forces, d'intimidation et musellement sous toutes les formes barbares, brutales ou subtiles des leaders de l'opposition dédiés à leur peuple. Paradoxalement, il s'agissait tout simplement d'une mobilisation pacifique pour la démocratie qui a été réprimée dans le sang.

1. CEDEAO : une facilitation de plus ?

En réalité, aucun de ces militaires ne quitte le pouvoir de son plein gré, et lorsqu'ils partent, c'est pour mieux revenir en usant d'artifices constitutionnels originaux. C'est ainsi que le 23 décembre 2009, Dadis Camara, l'actuel président autoproclamé du Conseil national pour la démocratie et le développement de la Guinée (CNDD), avait promis, dès sa prise de pouvoir à la veille de Noël 2008, de ne pas se présenter aux élections présidentielles².

Face au massacre des populations locales, l'Union africaine devrait finalement décider des sanctions à prendre en concertation avec les membres d'un groupe de contact élargi comprenant les partenaires traditionnels de la Guinée à l'internationale et en Afrique. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avec le Président nigérian en exercice Umaru Musa Yar'Adua a opté pour la discussion en envoyant le Président du Burkina-Faso, Blaise Compaoré, comme facilitateur (décision du 2 octobre 2009). Ce dernier bénéficie d'une double expérience avec la facilitation en voie de réussite pour la Côte d'Ivoire et celle très mitigée au Togo.

Avec l'envoi d'un facilitateur, les autorités africaines, sans moyens financiers et avec les promesses non tenues ou régulièrement retardées de la communauté internationale de financer les troupes africaines au Soudan ou en Somalie, « *bottent* » en touche discrètement. En effet, l'envoi d'une force de paix en Guinée n'est plus à l'ordre du jour avec les conséquences sur la sécurité des populations et des « *leaders* » politiques guinéens. En remplacement de la force d'interposition, comme cela coûte moins cher et permet de gagner du temps, c'est l'envoi d'une Commission d'enquête, que l'ONU ne manquera pas de soutenir, qui risque d'être retenu comme cela a eu lieu dans les deux autres pays mentionnés plus haut. La lenteur de ce processus et

l'impunité qui s'en suit systématiquement finit par discréditer cette approche qui *in fine* conduit à la gouvernance du « *chien qui aboie et la caravane passe* », surnom donné aux Nations Unies par les populations qui perdent patience.

Bref, la CEDEAO va tenter de mettre en œuvre ce qui a déjà été convenu, c'est-à-dire des élections présidentielles en Guinée au 31 janvier 2010. Le succès viendrait de la capacité du Facilitateur à faire respecter ces termes **sans** la participation du Capitaine Dadis Camara, ni aucun membre de la CNDD. En cas de refus du Président autoproclamé, la Facilitation devra mettre en œuvre, en partenariat avec la communauté internationale, des options d'interventions plus musclées. Au demeurant, le succès des facilitations africaines dépend finalement de la bonne volonté du pouvoir en place puisque la contrainte du manque d'argent chronique limite les pouvoirs de la CEDEAO, comme l'expérience récente du Niger en témoigne. Les avancées sont possibles quand les rapports de force entre les protagonistes se modifient grâce à des pressions réelles, bellicistes et directes sur les protagonistes ne recherchant pas la paix. Ce n'est qu'à cette condition que la sagesse peut reprendre ses droits.

Les approches de la communauté internationale, étant de plus en plus stéréotypées avec une sous-traitance indirecte aux institutions africaines, n'arrivent plus à avoir des impacts concrets sur un changement véritable. Avec des Etats dirigés parfois par des dirigeants africains souffrant d'une véritable légitimité populaire effective, la communauté internationale ne fait qu'avaliser sans fautes la plupart des coups de forces. Ceci est d'autant plus accentué que la crise financière liée à la dérégulation a asséché les finances occidentales. Les puissances occidentales n'interviendront directement qu'en dernier ressort lorsque leurs propres intérêts seront effectivement menacés.

2. C'est au peuple de faire des propositions, et non Dadis Camara

Après les massacres perpétrés contre les citoyens par une partie de l'armée inculte dotée d'une culture grégaire, il importe de se demander pourquoi après 51 ans d'hégémonie autocratique de Sékou Touré, Lansana Conté et de Dadis Camara, le peuple guinéen doit encore verser son sang³, les femmes être violées dans le stade de football au lieu et place des matchs, les leaders de l'opposition « *proprement* » bastonnés, les morts disparaître à la morgue et les blessés au même titre que les journalistes et les opposants se terrer pour éviter les règlements de compte.

Qui peut accepter de faire un gouvernement d'union nationale avec des responsables d'assassinats alors que le degré de la liberté d'expression se mesure à la force de l'intimidation par les armes. La mauvaise foi est patente puisque cette option aurait eu beaucoup de chances d'être acceptée dès la prise du pouvoir après la mort du Président Lansana Conté, si le président autoproclamé⁴ du Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), le Capitaine Moussa Dadis Camara, l'avait proposé. Les morts n'auront-ils alors servi à rien, puisque c'est encore le Président autoproclamé Dadis Camara qui propose, sous sa direction, un Gouvernement d'union nationale. Mais c'est le monde à l'envers. C'est au peuple de faire des propositions de sortie de crise, et non Dadis Camara qui n'a pas versé son sang et a, semble-t-il, envoyé sa femme et ses enfants au Maroc⁵.

3. La responsabilité des partis de l'opposition et l'impunité

Les partis d'opposition n'ont pas tiré sur le peuple guinéen. Toutefois, ce sont les opposants politiques guinéens qui n'arrivent pas, comme au demeurant au Togo, au Gabon et ailleurs en Afrique, à comprendre l'importance d'une candidature commune soutenue par les citoyens bien avant les échéances électorales afin d'amener la partie de l'armée républicaine à rejoindre leur camp. Les élections africaines, un mécanisme de représentativité par les urnes, quand celui-ci n'est pas un simple canular orchestré de l'extérieur par certains membres éminents de la communauté internationale, supposent une coopération mutuelle totale au niveau des chefs des partis pouvant incarner l'alternance. Bien sûr, lorsque certains de ces chefs de l'opposition, en catimini, vont négocier des postes avec les régimes autocratiques et dictatoriaux, c'est tout le processus électoral qui est vicié dans ses fondements. C'est cette émergence d'une nouvelle catégorie de politiciens africains prônant l'opportunisme ou la transhumance en politique sans d'ailleurs faire la fine bouche quand il s'agit de ventrologie, qui a, entre autres, décrédibilisé la démocratie à l'africaine, la transformant en démocrature.

Les populations sans voix et sans pouvoir sont alors simplement utilisées comme de la chair à canon. L'impunité ambiante permet d'avoir le taux le plus élevé de criminels qui circulent librement dans les pays africains. Et surtout, avec les pressions ethniques, les vieux principes du droit d'aînesse fondé sur l'abus de l'âge et tant de traditions culturelles en marge du progrès ont bloqué la volonté de l'innovation politique et condamné les jeunes à manifester leur mécontentement, réprimés dans le sang. Tant que les entorses à la démocratie ne se transforment pas en massacres des populations et que cela devient visible et connu de tous, certains pays continuent leur collaboration militaire avec en filigrane la possibilité d'accéder à des matières premières ou de renouveler des contrats venant à échéance qui pourraient être attribués à d'autres pays plus compétitifs.

Même la Diaspora semble impuissante face à un Capitaine Dadis Camara, tête de pont d'un groupe de militaires sans foi, ni âme qui ne peuvent quitter le pouvoir pour se retrouver devant des tribunaux internationaux, puisque chacun sait que les tribunaux en Afrique n'ont pas pour objet de punir mais de permettre de ne pas aller devant les tribunaux internationaux, comme en témoignent les manœuvres dilatoires d'Hissène Habré au Sénégal. Les complicités des autorités sénégalaises ne peuvent plus reposer uniquement sur l'absence de budget dont les montants extensibles posent d'autres questions sur la finalité même de ce procès.

4. L'irresponsabilité d'une bande armée et la coopération militaire française

Ce n'est pas l'armée guinéenne qu'il faut condamner mais bien la bande de la garde présidentielle rattachée directement au Capitaine Dadis Camara, bande armée qui, semble-t-il, peut mettre en otage de manière conjoncturelle Dadis Camara lui-même et des pans entiers d'hommes en treillis soumis à un système d'ordre. Peut-on réellement parler d'une armée incontrôlée alors que quelques simples militaires extrémistes peuvent « faire du

nettoyage d'opposants » sans être inquiétés. Fallait-il que certains dirigeants présents sur le terrain choisissent l'affrontement en maintenant *la mobilisation pour la démocratie* alors que la Junte militaire avait interdit la manifestation ? On ne peut donc pas exonérer le rôle de certains leaders de l'opposition qui avaient d'ailleurs, semble-t-il, changé le plan original, consistant à attendre le retour de New-York d'un des leurs, Alpha Condé, Président du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG) avant toute action d'envergure. Si cette erreur de jugement et de naïveté consistant à croire qu'au pire, tout ceci se finirait par de simples emprisonnements, alors il y a bien des calculs politiques intra-opposition témoignant bien de la difficulté à organiser une véritable fédération de l'opposition en Guinée. Plus grave, il y a un vrai problème d'analyse de la capacité de nuisance et de nettoyage de certains militaires africains, renforcés dans leur objectif par une certaine coopération militaire venue d'ailleurs.

S'il faut mettre en doute cette thèse, alors, c'est que ce problème est plus profond car certains chefs d'Etat de la sous-région ne pouvaient pas ne pas être au courant de la décision des opposants de manifester malgré l'interdiction de la junte militaire. Il ne s'agit d'ailleurs pas véritablement de militaires, mais d'un groupe d'hommes en treillis militaires, qui encore tout récemment bénéficiait de la coopération militaire française. Le Ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, a déclaré que *"La France a décidé la suspension immédiate de sa coopération militaire avec la Guinée. Elle réexamine parallèlement l'ensemble de son aide bilatérale"*⁶. Si cette coopération militaire s'était arrêtée le 23 décembre 2008, peut-être que la situation en Guinée aurait évolué autrement⁷. La « rupture » à la française semble intervenir bien tard et soulève aussi la part de responsabilité de ce pays dans ces massacres sans nom. Les vieilles approches françaises cachées sous des « indulgences exorbitantes à géométrie variable pour des légitimités usurpées » ne fonctionnent plus de manière automatique en Afrique francophone. Un alignement de ce pays sur les positions de l'Union européenne aurait certainement fait réfléchir la junte militaire pendant les fêtes de fin d'année 2008. Il faut espérer que la France restera neutre en évitant de réveiller les antagonismes ethniques dont les déliquescentes sont perceptibles dans l'impossible candidature commune des partis d'opposition.

Le groupe d'hommes en treillis semble avoir réussi le pari de s'imposer tranquillement face à une communauté internationale s'appuyant sur l'Union africaine, qui elle-même est à l'écoute d'un groupe de chefs d'Etat africains, lequel hésite sur le fait d'intégrer ou pas Dadis Camara dans le « *syndicat des chefs d'Etat* » ou d'utiliser l'argument de l'amnistie pour permettre une transition en douceur. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est s'empressée de condamner, en oubliant qu'elle est aussi en partie responsable de la situation présente pour n'avoir pas voulu condamner clairement le Président Lansana Conté lors des précédentes crises dans ce pays. Bref, personne n'est responsable, tout le monde condamne, et des voix s'élèvent pour mener des enquêtes qui finiront comme au Togo sans suite dès qu'il s'agit de « *punir quelqu'un* »... Cela permettra à des experts, après de nombreux mois d'enquêtes, de conclure en demi-teinte que les torts sont partagés, ce que les Nations Unies considèrent encore trop souvent comme un consensus.

5. L'Afrique négocie avec des « lâches irresponsables » ?

Mais qui se soucie de ces femmes violées, certaines avec des baïonnettes achetées au marché noir et contaminées de virus de tous genres ? L'humiliation gratuite, le déshonneur, le silence coupable... bref la neutralité coupable⁸ de nous tous, peuvent-ils faire passer, encore cette fois-ci, cette barbarie et ce viol de la souveraineté d'un peuple tout entier par le compte des pertes et profits ? La palabre africaine, alors que la force est du côté des meurtriers, pose problème.

Le peuple guinéen est un peuple courageux et audacieux et a osé braver, à mains nues, des hommes dont toute la puissance se résume à leur capacité à tirer sur des innocents pour mieux s'assurer leur silence, et indirectement celui des partis politiques. Mais ce sont des LÂCHES qui n'osent pas assumer leur brutalité, ni leur bestialité encore moins leur inhumanité. Les religieux de confessions musulmanes, chrétiennes, animistes ou juives feraient mieux d'élever leurs voix pour condamner de tels actes. Les tribunaux humains ne pourront en fait jamais rendre justice au peuple guinéen pour de tels torts alors que la faute et la responsabilité semblent disparaître petit à petit : responsabilité sans faute d'hommes en treillis⁹, selon le Capitaine Dadis Camara ? Responsabilité de certains partis de l'opposition selon le même Capitaine ?

Mais peut-on être juge et meurtrier ?

6. Qui veut encore punir le peuple guinéen ?

Quelle que soit la vérité, la vraie responsabilité est en dehors de la Guinée. C'est le refus de la communauté internationale de soutenir, depuis les indépendances juridiques, les partis d'opposition qui ont opté pour la démocratie et l'alternance. Cette communauté internationale est elle-même prise en otage par certains de ses membres qui veulent garder d'une part, des pré-carrés contribuant à la richesse outre-Afrique et d'autre part, donner des leçons à un pays qui a rejeté bruyamment la « grande alliance avec la Métropole » en 1958. Sékou Touré l'a dit : « *Nous préférons la liberté dans la pauvreté que la servitude dans l'opulence* ». Il fallait donc indirectement punir ce peuple pour cette audace afin d'éviter que d'autres ne s'amuse à jouer avec de tels concepts dans le futur... C'est finalement dans cette logique que s'inscrit le Président autoproclamé, le Capitaine Dadis Camara, en organisant le silence des cimetières dans un stade de football en Guinée.

Mais c'est que la jeunesse guinéenne est tout simplement en train d'innover autour de ce concept. Les institutions internationales, africaines, sous-régionales et même les partis politiques d'opposition sont dépassés. La seule structure que l'on croyait organisée en Guinée, à savoir les militaires, ne l'est pas. Une grande partie de l'armée subit la loi de quelques chefs, armés jusqu'aux dents, reconnaissables à leurs bérets rouges quand ils ne sont pas en civil. Ce n'est donc pas la gendarmerie... Mais ces chefs autocrates au sein de l'armée ont vite compris qu'il était de leur intérêt de museler les partis d'opposition en faisant couler le sang, espérant stopper à la base toute velléité future d'associations d'individus qui pourraient mettre en cause leur pouvoir.

En réalité, ils ne comprennent pas pourquoi « on » ne leur donne pas le temps de « construire leur maison » avant de quitter éventuellement le pouvoir en insistant sur des élections en janvier 2010.

7. Oublier les élections de janvier 2010 ?

En n'ayant pas condamné l'arrivée au pouvoir d'hommes en treillis dès le départ avec des mesures plus vigoureuses que les critiques d'usage, c'est l'ensemble des protagonistes de ce dossier qui sont co-responsables des morts, des blessés et des humiliés. La solution ne peut donc plus se trouver dans les élections de janvier 2010 puisque le Capitaine Dadis Camara s'insurge contre le fait qu'on lui refuse le droit de se présenter aux élections, droit reconnu à tout citoyen guinéen. Il y a donc vraisemblablement de l'ingérence.

La volonté d'aller trouver un « sage » africain, le Président du Burkina-Faso, Blaise Compaoré, pour faire avancer ce dossier selon l'Agenda des « hommes en treillis militaires » relève plus de manœuvres dilatoires risquant de profiter au pouvoir des hommes en treillis. Par ailleurs, le « sage » africain n'est pas « Zorro », ni « Nelson Mandela » et ne dispose pas des moyens militaires et financiers nécessaires pour faire partir un groupe de malfrats en treillis qui n'intimident que parce qu'ils disposent d'armes à feu et des pouvoirs régaliens d'un Etat. Le Capitaine Dadis Camara est clair. Il ne quittera pas le pouvoir à moins que l'on vienne l'y chercher, et c'est ce qu'il a toujours cherché à faire comprendre à toute la communauté guinéenne, africaine et internationale. Mais certains, naïvement, refusent de l'écouter. D'autres, y compris dans une fausse opposition, ont cru qu'il y avait plus d'intérêts à garder ces « gens » au pouvoir en maquillant tout ceci comme une œuvre de la fatalité... non sans s'être fait promettre des postes par la Junte militaire.

Après la période classique du « sauveur », du « justicier », du « redresseur de tort » dont les résultats tangibles sont écrits avec le sang des guinéens et l'humiliation de tout un peuple, il est temps que les principaux dirigeants de l'alternative guinéenne acceptent de former une équipe commune pour un gouvernement de coalition pour une période de transition d'au moins 2-3 ans renouvelable, qui devra nécessairement se faire sans la participation des hommes en treillis, des apprentis sorciers mercenaires de la politique. La communauté internationale doit en accepter le principe, quitte à mettre tout en œuvre pour soutenir les propositions qui ne peuvent émaner de funestes meurtriers du peuple guinéen.

Puisque c'est la présomption d'une possible candidature du Capitaine Dadis Camara qui a conduit à des assassinats gratuits et horribles dans ce pays, alors ces élections doivent être reportées aux calendres grecques en demandant aux forces alternatives de retrouver en leur sein la volonté de proposer un gouvernement de transition. En effet, rien ne garantit des élections libres, transparentes et sécurisées sauf si les magiciens des élections truquées électroniquement reçoivent leur contrat pour usurper la vérité des urnes en Guinée et ailleurs en Afrique francophone.

Il est demandé alors au Capitaine Dadis Camara et son équipe de quitter pacifiquement le pouvoir contre une amnistie délivrée individuellement car les responsabilités collectives, elles, ne peuvent faire l'objet d'impunité.

Les dirigeants de l'alternative guinéenne sont-ils capables de s'unir pour gérer le pays pendant une période transitoire ? Au moins, Dadis Camara aura servi à cela : unifier l'opposition guinéenne après des évènements tragiques.

8. L'intervention militaire de la communauté internationale : une option faisable ?

En cas de refus de démission de la CNDD, la communauté internationale, qui a péché par le refus systématique de soutenir les oppositions démocratiques dans ce pays, pourrait faire amende honorable en acceptant exceptionnellement de mettre en place des mesures d'exception en intervenant militairement, par le biais des troupes de l'Union africaine, pour rétablir la transparence, la sécurité, la démocratie et les libertés. Cette option n'est faisable que si l'intervention se fait par l'intermédiaire des troupes militaires sous un commandement de l'Union africaine.

Ce n'est qu'à ce prix que la légitimité du Gouvernement de coalition sera assurée et que la Guinée retrouvera sa dignité. A défaut, il faut croire que certains membres de la communauté internationale continuent à « punir » le peuple guinéen pour son indépendance, la recherche de sa souveraineté économique, la construction d'une démocratie et du progrès social, et ce que Noam Chomsky dénonçait comme étant « *la menace du bon exemple* ». Il faut donc espérer que la communauté internationale soutiendra ce Gouvernement de transition sans les hommes en treillis, ce qui pourrait permettre d'inscrire dans la mémoire collective et l'histoire de la Guinée que Dadis Camara au même titre que Lansané Conté, n'était qu'une punition du peuple guinéen. Le principe du partage du pouvoir, privilégié par les dirigeants africains alors que les rapports de force sont asymétriques, apparaissent de plus en plus comme des bombes à retardement.

Un peu de courage ne gâte pas la sauce gombo¹⁰ ! YEA.

¹ FIDH, « Togo : élections présidentielles : présidence à vie pour EYADEMA ? », *FIDH online*, 6 mai 2003, voir < <http://www.fidh.org/elections-presidentielles> >

² Rédaction, « L'Union africaine va imposer des sanctions contre la CNDD », in *Guinée News Online*, 18 septembre 2009, voir : < <http://www.guineenews.org/articles/article.asp?num=200991818385> >

³ 157 morts des organisations non gouvernementales, et 57 de sources gouvernementales et plus de 1200 blessés ; cf. Vincent Hugué, « Les embarras de Paris en Guinée », in *L'Express.fr*, 29 septembre 2009, voir < http://www.lepost.fr/article/2009/09/29/1718667_les-embarras-de-paris-en-guinee.html >

⁴ Louise Cuneo, « Moussa Dadis Camara, président autoproclamé et controversé », in *Le Point*, 30 septembre 2009, voir < <http://www.lepoint.fr/actualites-monde/2009-09-30/guinee-portrait-moussa-dadis-camara-president-autoproclame-et-controverses/924/0/381724> >

⁵ Source : les membres de la Diaspora guinéenne

⁶ Le Monde, « La France suspend sa coopération militaire avec la Guinée », in *Le Monde.fr* et *Reuters*, 29 septembre 2009, voir : < http://www.lemonde.fr/afrique/article/2009/09/29/la-france-suspend-sa-cooperation-militaire-avec-la-guinee_1246879_3212.html >

⁷ Pamibéogo Ouédraogo, « Guinée: Joyandet aboie, Dadis passe », in *AllAfrica Online*, 25 août 2009, voir : < <http://fr.allafrica.com/stories/200908260134.html> >

⁸ Yves Ekoué Amaïzo (sous la dir.), *La neutralité coupable : L'autocensure des Africains, un frein aux alternatives ?*, avec une préface d'Abel Goumba et une postface de Godwin Tété-Adjalo, « collection interdépendance africaine », éditions Menaibuc, Paris, 2008

⁹ Ismaël Kabiné Camara et Stéphanie Plasse, « Massacre en Guinée : l'armée échappe-t-elle à Dadis Camara ? », *Afrik.com*, 30 septembre 2009, voir < <http://www.afrik.com/article17660.html> >

¹⁰ Une paraphrase du dicton togolais : « Trop de viandes ne gâchent pas la sauce ».